

Unité inter-départementale de la Haute-Garonne et de
l'Ariège
4 avenue Didier Daurat - CS 40 331
31776 COLOMIERS cedex
uid-31-09.dreal-occitanie@developpement-durable.gouv.fr

Colomiers, le 24 juillet 2025

Rapport de l'inspection des installations classées
Visite d'inspection du 13/06/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CORUDO SASU
4 rue des ateliers
31390 Carbonne

Références : 2025/349
Code AIOT : 0006803987

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/06/2025 dans l'établissement CORUDO SASU implanté 4 rue des ateliers ZI Naudon 31390 Carbonne.

La visite est réalisée dans le cadre d'une action nationale sur le respect des règles de tri. L'inspection a également eu pour objet la gestion des refus de tri DIB de l'installation suite à l'information de la DREAL Pays de Loire que des refus de tri de DIB de CORUDO traités par NEOLITHE (49) pouvaient contenir des déchets d'amiante liée.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CORUDO SASU
- 4 rue des ateliers ZI Naudon 31390 Carbonne
- Code AIOT : 0006803987 Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : Non IED

La société CORUDO exploite un centre de tri, transit, regroupement de déchets de chantier, de déchets inertes, non dangereux et dangereux (déchets d'amiante liée) sur le site dit C1 à Carbonne.

Thèmes de l'inspection : AN25 Conjointe DGCCRF contrats et tri | Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
2	Traçabilité des déchets – Registre entrant	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1	Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant	3 Mois
3	Procédure d'admission des déchets dans le centre de tri	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13. III	Demande d'action corrective - Mise en demeure, déchets	1 Mois
4	Information préalable à l'admission des déchets en centre de tri	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13. II	Demande d'action corrective	3 Mois
6	Traçabilité des déchets – Registre sortant	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	Demande d'action corrective	3 Mois
11	Exutoires autorisés	Code de l'environnement du 19/12/2010, article L541-2	Amende - Mise en demeure, déchets	1 Mois
13	Entreposage des déchets dans le centre de tri	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13. IV	Demande d'action corrective	3 Mois
14	Dispositions d'exploitation	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13. IV	Demande d'action corrective	3 Mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Autre du 23/10/2020, article	
5	Attestation de tri	Code de l'environnement du 01/01/2025, article D.543-284	
7	Synthèse des déchets valorisés	Arrêté Préfectoral du 08/12/2004, article 7.9	
8	Objectifs de valorisation	Arrêté Préfectoral du 08/12/2004, article 8.3	
9	Provenance des déchets	Arrêté Préfectoral du 08/12/2004, article 7.4	
10	Gestion de proximité	Code de l'environnement du 31/07/2021, article L541-2-1	

12	Tri et collecte 6/8 flux	Code de l'environnement du 01/01/2025, article L. 543-281	
----	--------------------------	---	--

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a entraîné la formulation de 7 constats non conformes relatifs à la traçabilité des déchets, aux fiches d'informations préalables (FIP) à la réception des déchets, à la procédure d'admission des déchets, à l'état des stocks, à la matérialisation des zones de stockage et au traitement de refus de tri de DIB, refusé par l'entreprise NEOLITHE pour présence d'amiantes, dans une installation de stockage de déchets non dangereux. Ce dernier point fait l'objet d'une proposition d'arrêté préfectoral de mise en demeure et d'amende administrative.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Autre du 23/10/2020, article						
Thème(s) : Situation administrative - Situation administrative						
Prescription contrôlée : Tableau de classement (courrier du 23 octobre 2020 et déclaration de la rubrique 2718.2 du 10 février 2022) :						
<table border="1"><tr><td>2710 1.a : apporteurs DD 25 t (A) dont 20 t d'amiante liée</td></tr><tr><td>2711.2 : DEEE 200 m³ (D)</td></tr><tr><td>2713.2 : métaux 120 m² (D)</td></tr><tr><td>2714.1 : papiers, plastiques, bois, 1300 m³ (E) dont 1120 m³ plastiques, 120 m³ bois et 60 m³ papier carton</td></tr><tr><td>2716.2 : DNDNI 670 m³ (D) dont 500 m³ de gravats, 80 m³ de plâtre et 90 m³ de refus de tri</td></tr><tr><td>2718.2 : transit DD 950 kg (D)</td></tr></table>	2710 1.a : apporteurs DD 25 t (A) dont 20 t d'amiante liée	2711.2 : DEEE 200 m ³ (D)	2713.2 : métaux 120 m ² (D)	2714.1 : papiers, plastiques, bois, 1300 m ³ (E) dont 1120 m ³ plastiques, 120 m ³ bois et 60 m ³ papier carton	2716.2 : DNDNI 670 m ³ (D) dont 500 m ³ de gravats, 80 m ³ de plâtre et 90 m ³ de refus de tri	2718.2 : transit DD 950 kg (D)
2710 1.a : apporteurs DD 25 t (A) dont 20 t d'amiante liée						
2711.2 : DEEE 200 m ³ (D)						
2713.2 : métaux 120 m ² (D)						
2714.1 : papiers, plastiques, bois, 1300 m ³ (E) dont 1120 m ³ plastiques, 120 m ³ bois et 60 m ³ papier carton						
2716.2 : DNDNI 670 m ³ (D) dont 500 m ³ de gravats, 80 m ³ de plâtre et 90 m ³ de refus de tri						
2718.2 : transit DD 950 kg (D)						
Constats : L'exploitant a déposé un dossier de porter à connaissance fin mai 2025 portant sur les modifications suivantes : <ul style="list-style-type: none">▪ Extension et optimisation de la valorisation du process de tri des DIB,▪ Réorganisation des zones de stockages permettant la différenciation des différentes catégories de déchets triés,▪ Implantation des zones de stockages de gravats et déchets inertes au sein de la zone d'extension de 2016,▪ Réorganisation de la partie Sud-Est de l'établissement avec accueil d'un casier refus. Les volumes de déchets traités seront modifiés pour les rubriques suivantes : <ul style="list-style-type: none">- 2713 : 250 m²- 2714.1 : 1091 m³ dont 851 m³ de plastiques, 120 m³ de bois, 120 m³ de papiers/cartons- 2716.2 : Vol max de 540 m³ dont DIB à trier : 160 m³ / refus ; 150 m³ / plâtres ; 110 m³ / laines de verre et laines de roche ; 60 m³ / Déchets verts ; souches : 120 m³. Le jour de la visite, l'exploitant a informé l'inspection d'un arrêt de la ligne du centre de tri d'une semaine et d'un fonctionnement en mode dégradé. De ce fait, sur le site, l'inspection a constaté au niveau de la zone de réception un stock de DIB à trier supérieur au volume autorisé. Ce stock de déchets en mélange étaient constitués essentiellement de plastiques souples, de bois et de cartons. L'inspection rappelle à l'exploitant qu'il est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées, les incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte soit à la liste des intérêts protégés issus de l'article L. 511-1 du code d'environnement conformément à l'article 7 de l'arrêté préfectoral du 08 décembre 2004 autorisant la société CORUDO à exploiter un centre de tri et une station de regroupement et transit de Déchets Industriels Banals (DIB). L'exploitant a transmis à l'inspection par mail le 25/06/2025 des photos de la zone de réception avec un fonctionnement normal, le volume de déchets a fortement diminué. L'inspection rappelle à l'exploitant qu'il doit s'assurer à tout moment du respect des volumes autorisés.						
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :						

Respect de la prescription : 

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :

N° 2 : Traçabilité des déchets – Registre entrant

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1
Thème(s) : Risques chroniques - Registre des déchets entrants
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants.</p> <p>Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes :</p> <p>a) Concernant la date d'entrée dans l'établissement :</p> <ul style="list-style-type: none">- la date de réception du déchet et, pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo au titre de l'article L. 541-30-3 du code de l'environnement, l'heure de la pesée du déchet ; <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :</p> <ul style="list-style-type: none">- la dénomination usuelle du déchet ;- le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;- s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;- la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m3 ; <p>c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none">- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;- l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;- la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; <p>d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement :</p> <ul style="list-style-type: none">- le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a consulté par sondage le registre des déchets entrants sur le mois de mai 2025. Certaines colonnes étaient incomplètes (numéro de récépissé du transporteur PEREZ qui apporte des DIB de son dépôt, manque le nom du transporteur pour les déchets d'AZENCO).</p> <p>L'inspection a pu consulter le carnet métrologique du pont bascule. La vérification a été effectuée le 06/02/2025 et n'appelle pas d'observations de l'inspection.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de compléter les données manquantes du registre notamment sur la partie transporteur, sous un délai de trois mois.

Respect de la prescription :


Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant


Proposition de délais : 3 Mois

N° 3 : Procédure d'admission des déchets dans le centre de tri


Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13. III
Thème(s) : Actions nationales 2025 - Réception des déchets dans le centre de tri, transit, regroupement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>a) Lors de l'arrivée des déchets sur le site, l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none">- vérifie l'existence d'une information préalable en conformité avec le point II ci-dessus, en cours de validité ;- réalise un contrôle de la radioactivité des déchets susceptibles d'en émettre, s'il dispose d'un dispositif de détection sur site et si le contrôle n'a pas été effectué en amont de l'admission ;- recueille les informations nécessaires au renseignement du registre prévu par l'article R. 541-43 du code de l'environnement et mentionné dans l'arrêté du 29 février 2012 susvisé ;- réalise un contrôle visuel lors de l'admission sur site ou lors du déchargement ;- délivre un accusé de réception écrit pour chaque livraison admise sur le site. Dans le cas de réception de déchets dangereux (rubrique n° 2711), le bordereau de suivi de déchets dangereux vaut accusé de réception. <p>[...]</p> <p>c) En cas de doute sur la nature et le caractère dangereux ou non d'un déchet entrant, l'exploitant réalise ou fait réaliser des analyses pour identifier le déchet. Il peut également le refuser.</p> <p>d) En cas de non-présentation d'un des documents requis ou de non-conformité du déchet reçu avec le déchet annoncé, l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none">- refuse le chargement, en partie ou en totalité, ou- si un document manque, peut entreposer le chargement en attente de la régularisation par le producteur, la ou les collectivités en charge de la collecte ou le détenteur. <p>L'exploitant de l'installation de transit, regroupement ou tri adresse dans les meilleurs délais, et au plus tard quarante-huit heures après le refus ou la mise en attente du déchet, une copie de la notification motivée du refus du chargement ou des documents manquant, au producteur, à la (ou aux) collectivité(s) en charge de la collecte ou au détenteur du déchet.[..]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant ne dispose pas d'une procédure d'admission reprenant l'ensemble des éléments listés ci-dessus et notamment la nécessité de vérifier l'existence d'une information préalable. Toutefois, l'exploitant possède deux procédures une sur le déclassement et l'autre sur la réception de bennes de l'éco-organisme VALDELIA.</p> <p>L'inspection a été informée par la DREAL Pays-de-Loire que les refus de tri de DIB de l'exploitant ont pu contenir des déchets amiantés. La DREAL Pays-de-Loire a transmis le tableau de suivi de l'installation de réception des refus de tri de DIB (société Néolith). Celui-ci montre que plusieurs refus de tri depuis 2024 ont contenu de l'amiante et ont été traités par Néolith (BSD Déchets amiantés). L'inspection propose donc de mettre en demeure la société CORUDO, sous un délai de 1 mois, de mettre en place une procédure d'admission sur le site pour les bennes de DIB chantier afin de s'assurer de l'absence de déchets amiantés dans les bennes de DIB réceptionnés (cf. constat n°11).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant, sous un délai d'un mois, de mettre en place une procédure d'admission conformément à l'article 13.III de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 modifié susvisé afin de s'assurer de l'absence de déchets amiantés dans les bennes de DIB réceptionnés.</p> <p>Un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure reprenant les éléments indiqués ci-dessus sera proposé à la signature de M. le Préfet, la transmission du rapport permet de réaliser le contradictoire sur le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure. L'exploitant doit transmettre ses observations sur ce constat sous un délai de 15 jours.</p>

Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective - Mise en demeure, déchets
Proposition de délais : 1 Mois

N° 4 : Information préalable à l'admission des déchets en centre de tri

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13. II
Thème(s) : Actions nationales 2025 - Réception des déchets dans le centre de tri, transit, regroupement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Avant d'admettre un déchet dans son installation et en vue de vérifier son admissibilité, l'exploitant demande au producteur du déchet, à la (ou aux) collectivité(s) de collecte ou au détenteur une information préalable qui contient les éléments ci-dessous. Elle consiste à caractériser globalement le déchet en rassemblant toutes les informations destinées à montrer qu'il remplit les critères d'acceptation dans une installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation. Si nécessaire, l'exploitant sollicite des informations complémentaires.</p> <p>a) Informations à fournir :</p> <ul style="list-style-type: none">- source (producteur du déchet) et origine géographique du déchet ;- informations concernant le processus de production du déchet (description et caractéristiques des matières premières et des produits) ;- données concernant la composition du déchet, dont notamment les constituants principaux (nature physique et chimique) ;- apparence du déchet (odeur, couleur, apparence physique) ;- code du déchet conformément à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;- en cas d'un déchet relevant d'une entrée miroir, éléments justifiant l'absence de caractère dangereux ;- résultats du contrôle de radioactivité pour les déchets susceptibles d'en émettre, si le contrôle est effectué en amont de son admission sur le site de l'installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation ;- au besoin, précautions supplémentaires à prendre au niveau de l'installation de transit, regroupement, tri.
<p>Constats :</p> <p>Par sondages, l'inspection a demandé la fiche d'information préalable (FIP) de la société d'AZENCO, de la Communauté de Communes (CC) du Volvestre et du chantier nommé CALVAIRE de la société EIFFAGE CONSTRUCTION.</p> <p>L'exploitant n'a pas pu présenter celle d'AZENCO mais a présenté celle de la CC du Volvestre et celle de la société EIFFAGE CONSTRUCTION qui sont incomplètes et ne répondent pas à l'article 13.II de l'arrêté ministériel du 06 juin 2018 modifié susvisé (manque le processus de production du déchet, la composition du déchet, dont notamment les constituants principaux (natures physique et chimique) et l'apparence du déchet (odeur, couleur, apparence physique)).</p> <p>L'inspection a pu vérifier que les déchets interdits étaient bien indiqués en consultant les contrats de gestion des déchets d'AZENCO, de la CC du Volvestre et d'EIFFAGE CONSTRUCTION.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de disposer de toutes les FIP complétées et signées conformément à l'article 13.II de l'arrêté ministériel du 06 juin 2018 modifié pour l'ensemble des apporteurs et des chantiers réalisés par des clients sous un délai de trois mois.</p>
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 Mois

N° 5 : Attestation de tri

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2025, article D.543-284
Thème(s) : Risques chroniques - Tri 6/8 flux (collecte séparée de certains flux de déchets)
Prescription contrôlée : Les exploitants d'installation mentionnés au troisième alinéa de l'article D. 543-282 délivrent chaque année, avant le 31 mars, aux producteurs ou détenteurs de déchets leur ayant cédé des déchets de papier, de métal, de plastique, de verre, de textiles, de bois, de fraction minérale et de plâtre l'année précédente une attestation mentionnant les quantités exprimées en tonnes, la nature des déchets qui leur ont été confiés l'année précédente en vue de leur valorisation et leurs destinations de valorisation finale. Les intermédiaires mentionnés au quatrième alinéa de l'article D. 543-282 délivrent chaque année, avant le 31 mars, aux producteurs ou détenteurs de déchets leur ayant cédé des déchets de papier, de métal, de plastique, de verre, de textiles, de bois, de fraction minérale et de plâtre l'année précédente une attestation mentionnant les quantités exprimées en tonnes, la nature des déchets qu'ils ont collectés séparément l'année précédente en vue de leur valorisation et leurs destinations de valorisation finale. Les attestations mentionnées aux deux alinéas précédents peuvent être délivrées par voie électronique.
Constats : L'exploitant a présenté les attestations de tri pour l'année 2024 d'AZENCO, de la Communauté de communes du Volvestre et d'EIFPAGE CONSTRUCTION. Les pourcentages valorisés sont estimés. Ces documents n'appellent pas d'observations de l'inspection.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2
Thème(s) : Risques chroniques - Registre des déchets sortants
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants.</p> <p>Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :</p> <p>a) Concernant la date de sortie de l'installation :</p> <ul style="list-style-type: none">- la date de l'expédition du déchet ; <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :</p> <ul style="list-style-type: none">- la dénomination usuelle du déchet ;- le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;- s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;- la quantité de déchet sortant en tonne ou en m3 ; <p>c) Concernant l'origine du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none">- l'adresse de l'établissement ;- l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ;- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ; <p>d) Concernant la gestion et le transport du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none">- la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ; <p>e) Concernant la destination du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none">- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ;- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ;- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a consulté par sondage le registre des déchets sortants non dangereux de l'installation et a constaté que des données étaient manquantes telles que le numéro de SIRET de la société EVONEO, le numéro du récépissé du transporteur TGKN dont les déchets ont été envoyés sur le site de traitement de la DRIMM.</p>

L'inspection a consulté :

- l'annexe VII du 21/02/2025 pour les films plastiques mise en balle sur le site de CORUDO C2 avant d'être envoyés chez SEBASTIA LLORENS à BARCELONE (ANNEXE VII) par SUEZ RV TRADING. Cette annexe est incomplète (manque signature et les informations sur le transporteur) et mal complétée (erreur dans le code déchets Bâle et dans le code traitement)
 - l'annexe VII du 16/05/2025 pour la valorisation du papier carton. Celle-ci est complète mais n'est pas encore signée.
- Les fines de tri sont valorisées à la cimenterie LAFARGE à Martres-Tolosane par GEOCYCLE FRANCE ou envoyés à la DRIMM. Les refus de tri quant à eux sont envoyés soit chez EVONEO, soit chez DRIMM.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant sous un délai de trois mois :

- de compléter les données manquantes du registre, notamment sur la partie transporteur ;
- d'obtenir des ANNEXES VII correctement complétées et signées.

Respect de la prescription :




Type de suites proposées : Avec suites


Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 Mois


N° 7 : Synthèse des déchets valorisés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/12/2004, article 7.9
Thème(s) : Risques chroniques - registre des sorties
Prescription contrôlée : L'exploitant doit établir mensuellement une synthèse des quantités de déchets valorisés par filière de valorisation. Cette synthèse est tenue à la disposition de l'inspecteur des installations classées.
Constats : Un bilan mensuel des déchets valorisés non dangereux et dangereux est établi. L'inspection a pu le consulter et ce bilan n'appelle pas d'observations de l'inspection.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :


N° 8 : Objectifs de valorisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/12/2004, article 8.3
Thème(s) : Risques chroniques - Objectifs de valorisation
Prescription contrôlée : L'objectif de valorisation est fixé à 60 % en poids.
Constats : Le taux de valorisation est de 82 % avec un taux de valorisation pour les DIB en 2024 de 52%.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :

N° 9 : Provenance des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/12/2004, article 7.4
Thème(s) : Risques chroniques - Provenance des déchets
Prescription contrôlée : Le centre de tri traite les déchets provenant du département de la Haute-Garonne et de ses départements limitrophes et ce, en respectant les orientations fixées par le plan départemental de gestion des déchets ménagers et assimilés.
Constats : L'exploitant indique que l'installation traite des déchets de la Haute-Garonne et de l'Ariège. Par sondage, l'inspection a vérifié la provenance des déchets. Il n'a pas été constaté de déchets provenant de département non mentionné dans l'arrêté préfectoral.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :

N° 10 : Gestion de proximité


Référence réglementaire : Code de l'environnement du 31/07/2021, article L541-2-1
Thème(s) : Risques chroniques - Principe de proximité
Prescription contrôlée : I.-Les producteurs de déchets, outre les mesures de prévention des déchets qu'ils prennent, et les détenteurs de déchets en organisent la gestion en respectant le principe de proximité et la hiérarchie des modes de traitement définis au II de l'article L. 541-1. [...]
Constats : Les déchets sont traités sur des installations à proximité (telles que DRIMM et EVONEO pour des refus de tri ou des fines de tri et PSI pour les déchets amiantés). Toutefois, certains refus de tri ont été envoyés chez NEOLITHE dans une usine de fossilisation en Maine-et-Loire. L'exploitant a indiqué que l'envoi de déchets vers NEOLITHE a été arrêté depuis avril 2025, suite à un refus des déchets envoyés par Corudo (cf point de contrôle n°11).
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :

N° 11 : Exutoires autorisés


Référence réglementaire : Code de l'environnement du 19/12/2010, article L541-2
Thème(s) : Risques chroniques - Traitement vers exutoires autorisés
Prescription contrôlée : Tout producteur ou détenteur de déchets est tenu d'en assurer ou d'en faire assurer la gestion, conformément aux dispositions du présent chapitre. Tout producteur ou détenteur de déchets est responsable de la gestion de ces déchets jusqu'à leur élimination ou valorisation finale, même lorsque le déchet est transféré à des fins de traitement à un tiers. Tout producteur ou détenteur de déchets s'assure que la personne à qui il les remet est autorisée à les prendre en charge.
Constats : L'inspection a été informée d'un refus de déchets provenant de CORUDO par la société NEOLITHE suite à une présence d'amiante. Lors de la visite d'inspection, l'exploitant conteste la présence d'amiante dans les deux livraisons effectuées chez NEOLITHE et indique qu'il n'a jamais eu les éléments indiquant la présence d'amiante. L'exploitant indique que les refus de tri ont été récupérés et transférés par FMA vers le site de la DRIMM les 08/04 et 10/04/2025. Les tickets de pesée de sortie des déchets n° 000049 et 000051 du site AVRILLE VALOLITHE de NEOLITHE à Chalonnes-sur-Loire indiquent en référence "retour matériaux non-conforme". Ces refus de tri ont alors été récupérés et transférés par FMA vers le site de la DRIMM les 08 et 10 avril 2025. L'inspection a consulté le ticket de pesée CORUDO n° 04251682 avec un poids net de 24,460 tonnes de refus de tri DIB et n° 04251683 avec un poids net de 25,440 tonnes et les accusés de réception de la DRIMM respectivement pour les livraisons du 08 et 10 avril 2025. NEOLITHE a transmis à l'inspection un courrier électronique du 28 mars 2025, rédigé par NEOLITHE et transmis à l'entreprise CORUDO, indiquant la suspicion d'amiante dans les bennes livrées le 25 et 26 mars 2025. De plus, le rapport d'analyse du laboratoire sur les déchets isolés par NEOLITHE a été transmis à l'inspection, le rapport du 2 avril 2025 précise qu'il s'agit bien de déchets amiantés. Ainsi, les refus de tri DIB pris en charge par CORUDO et éliminés à la DRIMM contenaient bien des fibres d'amiantes. Les déchets amiantés doivent être éliminés dans les filières autorisées ce qui n'est pas le cas de la société DRIMM. L'inspection des installations classées propose à M. le Préfet, en application de l'article L. 541-3 du code de l'environnement, d'ordonner à l'entreprise CORUDO le paiement d'une amende et de mettre en demeure l'exploitant de respecter l'article L.541-2 du code de l'environnement en s'assurant qu'en cas de suspicion de déchets amiantés ils soient éliminés dans des installations autorisées. Un projet d'arrêté préfectoral d'amende administrative est joint au présent rapport. Par ailleurs, l'inspection a également signalé que des déchets de CORUDO réceptionnés le 10 octobre 2024 par NEOLITHE, pour lesquels les analyses ont révélé une présence d'amiante, ont été conditionnés par NEOLITHE pour une élimination conforme à la réglementation sur les déchets amiantés. Le tableau de suivi des analyses amiantes réalisés par l'entreprise Néolithe, notamment sur les déchets entrants, indiquant la présence d'amiante dans les déchets provenant de CORUDO et réceptionnés par Néolithe, a été transmis par la DREAL Pays-de-Loire.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant sous un délai d'un mois de respecter l'article L.541-2 du code de l'environnement en s'assurant qu'en cas de suspicion de déchets amiantés ils soient éliminés dans des installations autorisées. Un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure reprenant les éléments indiqués ci-dessus sera proposé à la signature de M. le Préfet, la transmission du rapport permet de réaliser le contradictoire sur le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure. L'exploitant doit transmettre ses observations sur ce constat sous un délai de 15 jours.

Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Amende - Mise en demeure, déchets
Proposition de délais : 1 Mois


N° 12 : Tri et collecte 6/8 flux

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2025, article L. 543-281
Thème(s) : Actions nationales 2025 - Tri 6/8 flux (collecte séparée de certains flux de déchets)
Prescription contrôlée : <p>Les producteurs ou détenteurs de déchets trient à la source les déchets de papier, de métal, de plastique, de verre, de textiles, de bois, de fraction minérale et de plâtre entre eux et par rapport aux autres déchets.</p> <p>Par dérogation aux dispositions du précédent alinéa, les déchets appartenant à la catégorie des déchets de papier, de métal, de plastique, de verre, de textiles, de bois et de fraction minérale peuvent être conservés ensemble en mélange, pour tout ou partie des flux, dès lors que cela n'affecte pas leur capacité à faire l'objet d'une préparation en vue de leur réutilisation, d'un recyclage ou d'autres opérations de valorisation conformément à la hiérarchie des modes de traitement, définie à l'article L. 541-1 du présent code. La valorisation des déchets ainsi collectés conjointement présente une efficacité comparable à celle obtenue au moyen d'une collecte séparée de chacun des flux de déchets.</p> <p>Lorsque certains déchets de papier, de métal, de plastique, de verre, de textiles, de bois, de fraction minérale et de plâtre ne sont pas traités sur place, leurs producteurs ou détenteurs organisent leur collecte séparément des autres déchets pour permettre leur tri ultérieur et leur valorisation. [...]</p>
Constats : <p>L'inspection a constaté la présence sur site de plusieurs bennes et de loges réceptionnant les différents flux de déchets (DEEE, déchets diffus spécifiques, laine de verre, ferrailles, bois, films plastiques, métaux, plâtre, amiante, gravats, ...), d'une zone de stockage de DIB en mélange, d'une ligne de tri permettant le tri des bennes DIB après un premier tri grossier avec une pelle mécanique sur pneu avec grappin et d'autres engins de manutention.</p> <p>Lors de la visite, l'inspection n'a pas constaté de présence de plâtre dans les DIB.</p> <p>L'exploitant a indiqué à l'inspection que, selon les clients, ils mettaient en place des bennes spécifiques pour le tri et la collecte séparée des flux.</p> <p>Ainsi, chez le client AZENCO, l'exploitant met en place plusieurs GRV de 1 000 L, plusieurs bennes et effectue des rotations programmées par semaine.</p> <p>Pour le chantier de réhabilitation de la résidence le CALVAIRE à Toulouse par EIFFAGE CONSTRUCTION, l'exploitant a mis à disposition des GRV, des GEOBOX, des multi-bennes grutables de 8 m³ ainsi que des panneaux magnétiques d'information sur les déchets.</p> <p>Pour la communauté de communes du Volvestre, l'exploitant effectue des rotations de bennes spécifiques de papier / carton et de bois issues des déchetteries.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :

N° 13 : Entreposage des déchets dans le centre de tri

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13. IV
Thème(s) : Actions nationales 2025 - Réception des déchets dans le centre de tri, transit, regroupement
Prescription contrôlée : Les aires de réception, de transit, regroupement, de tri et de préparation en vue de la réutilisation des déchets sont distinctes et clairement repérées. Les zones d'entreposage sont distinguées en fonction du type de déchet, de l'opération réalisée (tri effectué ou non par exemple) et du débouché si pertinent (préparé en vue de la réutilisation, combustible, amendement, recyclage par exemple).
Constats : L'inspection a constaté que les zones d'entreposage sont définies mais que certaines bennes et zones de stockage de déchets n'étaient pas clairement repérées (absence de marquage au sol et de panneaux d'affichage).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant d'améliorer la séparation des bennes de stockage des déchets et la signalétique des aires pour les différents flux de déchets sous un délai de trois mois.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 Mois

N° 14 : Dispositions d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13. IV
Thème(s) : Risques chroniques - Entreposage des déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]« En compléments du registre prévu à l'article R. 541-43 du code de l'environnement, l'exploitant tient la comptabilité des stocks présents sur l'exploitation par différence à partir des bons de pesée établis. L'état des déchets stockés est mis à jour au moins de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Pour les déchets dangereux, cet état est mis à jour, au moins de manière quotidienne. Un bilan annuel est tenu à disposition de l'inspection des installations classées indiquant nominativement la liste des sites destinataires des déchets. » (Applicable à compter du 1er janvier 2025)</p> <p>La hauteur des déchets entreposés n'excède pas 3 mètres si le dépôt est à moins de 100 mètres d'un bâtiment à usage d'habitation. Dans tous les cas, la hauteur n'excède pas six mètres.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté que l'état de stock des déchets non dangereux et dangereux est effectué mensuellement alors que l'article 13.IV de l'arrêté ministériel du 06 juin 2018 modifié stipule une fréquence hebdomadaire pour les déchets non dangereux et une fréquence journalière pour les déchets dangereux.</p> <p>L'exploitant a indiqué à l'inspection qu'il mettra à disposition ces états de stock dans la boîte rouge prévue pour le SDIS.</p> <p>Les hauteurs des déchets sont bien respectées. Toutefois, l'inspection a dû estimer cette hauteur à partir des blocs béton modulaires situés à proximité.</p> <p>Par mail du 25/06/2025, l'exploitant a transmis à l'inspection une photo d'une pigne de 5 mètres, disponible sur le site afin de vérifier les hauteurs des stocks de déchets.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant sous un délai de 3 mois de tenir l'état des stocks aux fréquences demandées par l'article 13.IV de l'arrêté ministériel du 06 juin 2018 modifié.</p>
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 Mois